

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 21/3 (1994)

DOI: 10.11588/fr.1994.3.59133

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

folgeschweren Auswirkungen der Entnazifizierung in Verwaltung und Justiz, da man wegen der vermeintlichen Unentbehrlichkeit der Fachkräfte etwa bei Forstbeamten, Richtern, Staatsanwälten und Notaren vielfach Nachsicht übte, Entlassungen »nur sporadisch« umsetzte, die durch die Gründung der Rheinischen Verwaltungsschule Cochem sichtbaren französischen Ansätze zur Reformierung des Beamtentums rasch versandeten und die am Vorbild der ENA orientierte Verwaltungsakademie Speyer erst allmählich reussierte. Angesichts des Dualismus zwischen Entnazifizierung und den ökonomischen Erfordernissen blockierte denn auch das Veto der Direction des Réparations den Zugriff auf den *entrepris maudites*. Während die Entlassungsquote im Erziehungswesen über den anderen Berufsgruppen lag und in diesem Bereich der Verlust des Beamtenstatus als Instrument der Disziplinierung diente, – schließlich sollten ja »für die Erziehung der Jugend nur einwandfreie, mit demokratischem Geist erfüllte Persönlichkeiten eingesetzt werden« – unterblieb an der Universität Freiburg angesichts der »ausgeprägten Standessolidarität« »die politische Säuberung des Lehrkörpers in eigener Regie«. Detailliert diskutiert Grohnert die »strukturellen und individuellen Defizite« der Entnazifizierung, da der Service de Dénazification de Délégation pour le Pays de Bade bald zum »Sackbahnhof für Akten« mutierte, die Entnazifizierung die »Gestalt einer Karikatur« annahm, die größtenteils auf sich allein gestellten badischen Reinigungskommissionen und Untersuchungsausschüsse weder durch die Militärregierung noch die politischen Parteien Unterstützung erfuhren und die Öffentlichkeit die eklatanten Urteile gegen die »kleinen Fische« ebenso heftig kritisierte wie die Usancen in den Internierungslagern Freiburg, Lahr und Bühl. Das letzte Kapitel des Bandes, der durch einen rund 60 Seiten umfassenden Quellenanhang abgerundet wird, thematisiert Genese und Praxis der am 29. März 1947 verabschiedeten »Landesverordnung über die Befreiung vom Nationalsozialismus und Militarismus«, die für die Beschuldigten die Chance zur systematischen Rehabilitierung eröffnete.

Insgesamt bereichert die eingängig geschriebene Studie durch eine differenzierte Analyse der badischen Entwicklung. Allerdings bleiben die Verweise auf die Entnazifizierung im nördlichen Bereich der französischen Besatzungszone, in Hessen-Pfalz, Rheinland-Hessen-Nassau und im Saarland recht fragmentarisch, wobei übrigens jetzt Rainer Möhler gerade diesem Untersuchungsraum eine eigene Studie gewidmet hat. Möhlers Saarbrücker Dissertation<sup>1</sup> beleuchtet unter anderem auch die französische Position zur Entnazifizierung im Kontrollrat und unterstreicht bilanzierend, daß »trotz personeller Renazifizierung und milder Spruchkammerurteile« keineswegs von einem »völligen Scheitern der Entnazifizierung« gesprochen werden könne, gerade »die Entlassungen der ersten beiden Nachkriegsjahre und die Internierungen der neuen deutschen Demokratie Schutz vor nationalsozialistischem Einfluß« gaben und keine »ideelle Renazifizierung der deutschen Verwaltung« erfolgte.

Wolfgang MÜLLER, Kaiserslautern

Die »Franzosenzeit« im Lande Baden von 1945 bis heute. Zeitzeugnisse und Forschungsergebnisse – *La présence française dans le pays de Bade de 1945 à nos jours. Témoignages et résultats de recherches*, hg. von/édité par Joseph JURT, Freiburg (Rombach) 1992, 165 p. (Rombach aktuell).

Placé dès l'introduction de JURT sous le signe de la réconciliation franco-allemande, cet ouvrage présente les contributions à un colloque organisé les 7 et 8 mai 1991 à Fribourg-en-Brigau par le Frankreich-Zentrum de l'Université Albert-Ludwig en collaboration avec l'Institut français de Fribourg. Il réunit, selon un principe maintenant rôdé, des chercheurs et

<sup>1</sup> Vgl. dazu Rainer MÖHLER, Entnazifizierung in Rheinland-Pfalz und im Saarland unter französischer Besatzung von 1945 bis 1952, Mainz (von Hase & Köhler) 1992 (Veröffentlichungen der Kommission für die Geschichte des Landes Rheinland-Pfalz, 17).

des témoins de l'époque; l'originalité ici tient à la participation de militaires français stationnés à Fribourg, et sur le point de quitter l'Allemagne.

E. WOLFRUM applique à des faits pour la plupart connus la question: à quoi est dû le hiatus entre les aspects, positifs dans certains domaines, de la politique menée par les Français, et le souvenir globalement négatif des Allemands? Dans sa contribution («L'occupation française, une époque sombre?»), il montre comment s'écartent de plus en plus les deux niveaux qu'il a choisi d'étudier: celui des expériences quotidiennes des Allemands et de leur perception de la réalité d'une part, et celui d'une histoire structurelle, où se dessinent les fondements d'une politique constructive, de l'autre. Dans différents domaines, les Français innovèrent; cela n'empêcha pas que la politique d'occupation fût accusée, par les contemporains puis par des historiens, de tous les méfaits: la dénazification – dictée par le vainqueur; la politique culturelle – une manœuvre de diversion; la politique sociale – incapable d'entamer l'opinion que les Français restaient les ennemis héréditaires. Sans doute, comme du reste certains occupants le prévoyaient dès 1945, y avait-il une contradiction (voire une contre-indication) à vouloir faire collaborer à la démocratisation de leur pays les Allemands affamés. Mais les estomacs vides n'expliquent pas tout; c'est plus largement sur le «travail» de l'inconscient collectif que s'interroge Wolfrum, à travers les informations sur l'opinion publique allemande que donnent différentes sources: démontages, réquisitions, déboisement, isolation politique ont occulté durablement les aspects qu'on peut juger positifs.

La contribution de P. FAESSLER («Le pays de Bade sous l'occupation française: un modèle?») montre, à travers des exemples caractéristiques, comment un «Sonderweg» badois permit, sous la tutelle des Français, d'expérimenter des alternatives démocratiques et sociales; elles devaient, dans l'esprit de leurs initiateurs, pouvoir servir de modèle dans l'Allemagne future. Mais l'isolement de la ZFO, donc du pays de Bade, ne permit pas la diffusion des expériences innovatrices. S'il était un pays modèle, le pays de Bade n'était pas le lieu d'une entente irénique entre responsables politiques allemands et occupants français; les occasions de s'opposer ne manquèrent pas, depuis la réforme agraire jusqu'à la politique scolaire.

La politique culturelle est traitée ensuite dans une série de contributions. C. WROBEL rappelle les aspects particuliers de la politique d'information à partir de l'exemple des médias dans le pays de Bade. M. RAHNER s'attache à la problématique de la politique de rééducation, dont elle souligne l'ambivalence («Le vainqueur comme médecin»); elle accorde dans son analyse une place prépondérante aux conceptions américaines de la rééducation, estimant qu'elles étaient un modèle pour les pratiques des autres occupants – ce qui paraît discutable, dans le cas de l'occupation française. L'Institut français de Fribourg fait l'objet de la contribution de R. SID-OMANE; elle montre la volonté, au niveau de décision parisien, de ne pas donner à Schmittlein tous les moyens de la politique culturelle; l'Institut français ne devait pas être confondu avec le programme de rééducation du Gouvernement militaire, mais s'adresser à l'élite francophile de Fribourg, en particulier par la collaboration avec l'université.

Signalons la démarche originale de N. OHLER, dont l'article «Des Français en Allemagne – l'exemple de Fribourg» fait le lien entre l'occupation de l'après-guerre et la présence (encore effective en 1991) des troupes françaises. A partir des conditions de vie, des occasions de rencontre entre Allemands et Français, il analyse la manière dont les chances d'entente ont été, ou non, saisies. Comme chez Wolfrum, le discours de De Gaulle, en octobre 1945, a droit chez lui à une attention particulière, pour ses propos fondateurs d'une politique de réconciliation.

Les témoins, de l'après-guerre et contemporains, invités à évoquer leurs souvenirs et leurs impressions, donnent des exemples variés de la coexistence. V. HELL relate comment il fut chargé de l'organisation des secours caritatifs, son amitié avec Reinhold Schneider, sa rencontre avec Heidegger, l'impact d'une visite de l'abbé Pierre en 1947. J. LACANT, qui avait été «curateur» de l'université de Fribourg, et son collaborateur de l'époque, P. FALKENBURGER, donnent des exemples d'actions concrètes; signalons en particulier l'organisation, sous le nom de «Markgräfler Aktion», d'un cursus d'études à l'université de Bâle pour des étudiants

de Fribourg, nourris par des familles bâloises et logés dans un foyer près de la frontière, du côté allemand. R. BARGETON, directeur de cabinet du Délégué supérieur du Gouvernement militaire du pays de Bade, et G. CARREZ, qui collabora à la Direction des Affaires culturelles dans les domaines de la jeunesse et des »Affaires féminines«, terminent la série des témoignages sur la ZFO, relayés ensuite par les officiers de la garnison de Fribourg, qui répondent à des questions sur le »vécu« des familles françaises à la veille de leur départ – en quelque sorte »poussées dehors« par la municipalité, pressée de récupérer les logements.

D'un format raisonnable, cet ouvrage donne sur des aspects variés de la présence française dans le pays de Bade des informations assez générales pour intéresser un vaste public. Avertissement aux lecteurs francophones qui seraient attirés par le titre bilingue: seules les interventions des témoins sont en français, les contributions des chercheurs sont en allemand, avec un résumé (succinct) en français.

Monique MOMBERT, Strasbourg

Winfried SCHULZE, Corinne DEFRANCE, *Die Gründung des Instituts für europäische Geschichte in Mainz*, Mainz (Philipp von Zabern) 1992, 77 p. (Veröffentlichungen des Instituts für europäische Geschichte, Mainz, Abteilung abendländische Religionsgeschichte, Abteilung Universalgeschichte, Beiheft 36).

L'Institut d'Histoire européenne de Mayence, créé le 13 novembre 1950 (ouverture officielle le 19 avril 1951), bénéficiait du patronnage des occupants français qui assurèrent des locaux, une partie importante du financement et un soutien global du projet. Le choix de Mayence est à replacer dans le contexte de la création du land rhéno-palatin; la reconstruction de la Domus Universitatis, qui abrite l'Institut depuis 1952, fut financée par le Haut-Commissariat français, avec des aides américaines. Depuis l'origine, près de 600 historiens, originaires de 36 pays, ont bénéficié de bourses de recherche dans les deux départements de l'Institut.

C'est à la préhistoire et aux débuts de l'Institut, jusqu'en 1955, que sont consacrées les deux contributions rassemblées dans la plaquette qui fait l'objet de ce compte rendu. La première est l'allocution prononcée par Winfried Schulze, à l'époque professeur à la Ruhr-Universität de Bochum, à l'occasion du 40<sup>e</sup> anniversaire de l'Institut, en 1990; l'auteur en replace la création dans le contexte de l'historiographie allemande de l'après-guerre. La seconde contribution, dont l'auteur a soutenu récemment une thèse sur la politique culturelle de la France en Rhénanie-Palatinat, montre la place et le rôle de l'Institut dans la politique culturelle de la France en Allemagne de 1945 à 1955.

La création de l'Institut se fit sous le signe du conflit entre historiens allemands; SCHULZE analyse comment, de 1945 à 1948, autour de la figure de Bismarck, les clivages entre un camp »prussien, protestant«, et un camp »fédéraliste, catholique et pro-occidental« se creusèrent, au point de justifier la crainte d'un schisme. Un comité d'historiens de la première tendance s'étant constitué autour de Gerhard Ritter, l'Institut de Mayence fut considéré par ses fondateurs comme le centre de l'opposition à ce groupe, et ressenti par celui-ci comme tel. Fondé sur la combinaison de deux projets – un projet d'Histoire universelle (*Historia Mundi*) de Fritz Kern et un projet de révision des manuels scolaires –, il devait servir l'idée de la coopération entre historiens dans un esprit international et œcuménique. Le soutien des Français était acquis à un tel programme. Raymond Schmittlein, qui avait la haute main sur la politique culturelle au sein du Gouvernement militaire en ZFO puis du Haut-Commissariat, soutint activement l'Institut, dans lequel il voyait un moyen de rééduquer les Allemands et de former une nouvelle génération d'historiens dans l'optique d'une »mentalité européenne«. Le projet de révision des manuels scolaires, reprenant des réflexions menées dans les années 30, avait mûri au sein des Rencontres de Spire organisées par les occupants français à partir de